

faire dans n'importe quel autre pays. Un avantage ne re-développe pas l'avantage, ne re-développe pas nécessairement ladite « spécialisation internationale » efficace. Il va surtout là où on enregistre les moindres coûts. Bien sûr l'évasion fiscale fait partie du tableau.

Notons que les multinationales jouent sur l'opposition entre facteur global et coût local, faisant assumer tous les coûts globaux (la

RD, par exemple) à un pays en les traitant comme des coûts locaux pour les mettre en concurrence avec les coûts locaux d'autres pays.

Mais il faut voir que du coup l'activité réelle, le travail effectué, ne va pas coïncider du tout avec la localisation des valeurs elles-mêmes. Je crois qu'il est donc très important de distinguer chaîne de valeur et chaîne d'activité. Elles ne se superposent pas du tout ! D'ail-

leurs les groupes multinationaux travaillent énormément là-dessus lorsqu'ils ajoutent telle filiale de services en Suisse, ou telle *holding* de ventes de licences et de perception de royalties aux Pays-Bas ou en Irlande, pour y enregistrer la valeur des « revenus »... Revenus créés pourtant par une activité effectuée ailleurs, voire créée dans différents endroits à la fois. ■■■

## Conséquences de la mondialisation capitaliste, politique, économique et néo-impérialisme

**L**es transferts, transferts pour le capital et pilotés par lui, sont au cœur du fonctionnement des multinationales. Ils sont indissociables des institutions financières et de la possibilité d'être fluides, liquides et valables partout. Cela renforce l'importance du dollar, qui joue ce rôle-là. Et cela permet de comprendre l'importance accordée par le FMI à l'ouverture des comptes financiers de balance des paiements, ou des comptes de services. Cela se situe au cœur du néo-impérialisme, comme on va le voir.

Car ces transferts prennent la forme de services. Ils sont, pour partie retracés dans des lignes de balance des paiements.

Ainsi, dans un travail en cours avec Laurence Nayman, économiste au CEPII, nous avons pu utiliser les balances des paiements du monde entier et construire un indicateur d'évaluation de ces transferts. Il rassemble (dans des proportions adaptées) les intérêts des emprunts intra-groupes, les royalties, paiements technologiques, services informationnels, les frais de gestion, et bien sûr les dividendes.

Il en manque, notamment ce qui est associé directement aux biens.

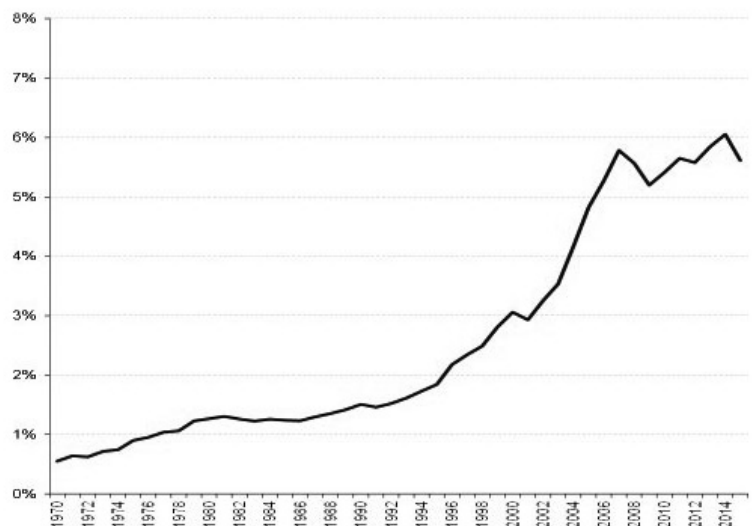
Néanmoins, on a ainsi une évaluation des transferts de valeur réalisés entre pays par les multinationales.

On voit d'abord leur augmentation en % du PIB mondial de 1970 à 2015, surtout à partir de 1985-88.

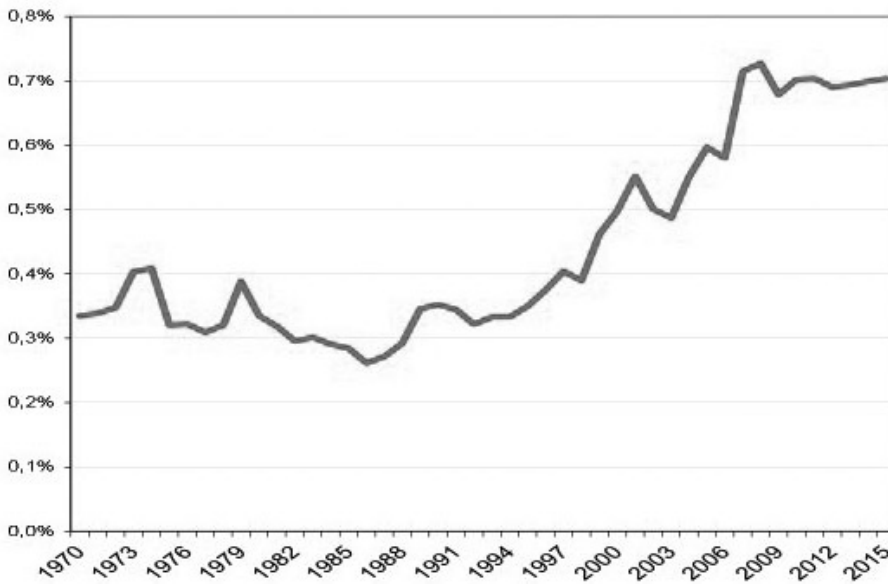
Ils représentent aujourd'hui 1 100 Mds de dollars US ! C'est considérable.

Et le premier pays vers lequel ils vont, ce sont les États-Unis, avec 515 milliards de dollars. C'est un flux de dollars. Un flux qui soutient le dollar. Un flux qui a besoin aussi du dollar.

Transferts firmes multinationales (FMN)  
en % du PIB mondial



**Prélèvements FMN-US sur les autres pays  
en % du PIB mondial**



On peut aussi en tirer une sorte de carte de l'impérialisme mondial : sur 200 pays dont on a les statistiques, 181 subissent un prélèvement de ce type, par les multinationales, en leur défaveur (en gris clair sur la carte), tandis que seulement 19 pays en bénéficient (en gris foncé sur la carte). Vous les connaissez : le G7,+ la Suisse + certains anciens pays coloniaux (Pays-Bas Danemark, Suède) et Israël. Mais aussi certains relais

financiers comme le Liban ou les Iles Bermudes. Mais pas l'Irlande : les transferts entrent... mais ressortent.

Pour nombre de pays sous-développés, ces transferts ont pris en montant la place, partiellement ou presque en totalité, des prélèvements effectués autrefois par la dette publique.

Tunisie, Égypte : FMN -4 % du PIB et dette -4 % ;

Pays du sud de la méditerranée (yc Turquie) : -2 % de leur PIB ;

En Amérique latine, le Brésil : -3 à -4 % du PIB, la Colombie : entre -2 et -5 % du PIB ;

En Afrique : Afrique du Sud : -4 %, puis -2% du PIB, au Mali : -5 % du PIB.

PECO (pays d'Europe centrale et orientale) : -4% du PIB.

Vietnam : -7% du PIB (ce sont les transferts des migrants qui y équilibrent la balance)

Chine : en brut -5 % (après un maximum à -8% en 2007-2008), mais c'est compensé en net par les transferts reçus de leurs propres multinationales et des revenus financiers des placements chinois en bons du Trésor US. Au total, on a presque un solde nul pour la Chine, à présent.

**Relever le défi de la fonction nécessaire, remplie par les multinationales, mais d'une autre façon.**

L'enjeu serait donc de permettre le partage et la co-production mais sans la domination impérialiste et sans la domination par la logique du capital, qui sont deux choses distinctes, bien que complémentaires. Au contraire les transferts doivent être pensés avec des partages de charges et d'activités, organisés dans des ensembles non capitalistiques et pilotés par les besoins humains, les besoins des territoires et les besoins des biens communs et publics mondiaux, tout particulièrement le climat et la santé. ■■■

**Prélèvements toutes FMN  
en % du PIB mondial (positif en gris foncé, négatif en gris clair)**

